

Thierry REVEY



1. Titre et fonctions :

Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)

2. Enseignements :

Droit des contrats

Droit des biens

Régime général de l'obligation

Droit des personnes

Introduction au droit

3. Travaux et publications :

A. *Ouvrages individuels et collectifs :*

1. *La force de travail (Etude juridique)*, Litec, "Bibliothèque de droit de l'entreprise" T. 28, 1992, préface Frédéric Zenati.
2. *Droit des biens* (PUF, "Droit fondamental"), en collaboration avec Frédéric Zenati-Castaing, 3^e éd, 2008.
3. *Droit des personnes* (PUF, « Droit fondamental »), en collaboration avec Frédéric Zenati-Castaing, 1^e éd., 2006.
4. *L'ordre public à la fin du XX^e siècle*, direction et participation à un ouvrage collectif, Dalloz, "Thèmes et commentaires", 1996.
5. *L'inflation des avis en droit*, direction et participation à un ouvrage collectif, Economica, "Etudes juridiques", 1998.
6. *La dignité de la personne humaine*, ouvrage collectif en co-direction avec M-L. Pavia, Economica, "Etudes juridiques", 1999.
7. *Code civil et modèles*, direction et participation à un ouvrage collectif, LGDJ, "Bibliothèque de l'Institut André Tunc", 2006.

8. *Droits et libertés fondamentaux*, ouvrage collectif en co-direction avec R. Cabrillac et M-A Frison-Roche, Dalloz, 17^e éd. 2012.
9. *Successions* (PUF, "Droit fondamental"), en collaboration avec Frédéric Zenati-Castaing, 1^o éd, 2012.
10. *Obligations, Régime* (PUF, "Droit fondamental"), en collaboration avec Frédéric Zenati-Castaing, 1^o éd, 2013.
11. *Sûretés personnelles* (PUF, "Droit fondamental"), en collaboration avec Frédéric Zenati-Castaing, 1^o éd, 2013.
12. *Contrats, Théorie générale – Quasi-contrats* (PUF, "Droit fondamental"), en collaboration avec Frédéric Zenati-Castaing, 1^o éd, 2014.
13. *Contrats, Vente (droits communs français et européen) – Échange* (PUF, "Droit fondamental"), en collaboration avec Frédéric Zenati-Castaing, 1^o éd, 2016.
14. *Code annoté de déontologie*, en collaboration avec Julien Laurent, Benoît Chaffois, Charles Boërio, Kévin Moya et Salomé Yot-Ageron, Barreau de Paris, 12^e éd. (papier), 2022 édition numérique annuelle (base déontologique et professionnelle du barreau de Paris).
15. *Précis de culture juridique* (direction, en collaboration avec François-Xavier Lucas), LGDJ, 6^e éd., 2022.
16. *Déontologie de la profession d'avocat*, en collaboration avec Julien Laurent, Benoît Chaffois, Charles Boërio et Kévin Moya, Bibliothèque de l'avocat, EFB et LGDJ 6^e éd., 2022.

B. Articles

1. « De l'ordre des célébrations civile et religieuse du mariage (articles 199 et 200 du code pénal) », *JCP* 1987, G, I, 3309.
2. « Situation, au regard du droit du travail, des pasteurs de l'Eglise réformée de France et des professeurs à la Faculté libre de théologie protestante (commentaire de Soc. 20 novembre 1986, 2 arrêts) », *JCP* 1987, G, II, 20798.
3. « Prêt à intérêt, Information et protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, (Loi n° 79-596 du 13 juillet 1979) », *Juris-classeur civil*, art. 1905 à 1908, fasc. 2, novembre 1987.
4. « L'objet du contrat de travail », *Dr. soc.* 1992, 859 s.
5. « De la propriété comme modèle », en collaboration avec J-M. MOUSSERON et J. RAYNARD, *Etudes en l'honneur d'André CO LOMER*, Litec, 1992.
6. « L'obtention du prêt réalisant la condition suspensive impérativement inscrite dans l'acte d'acquisition d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage d'habitation et professionnel (commentaire de Civ. I^o, 9 décembre 1992) », *JCP E&I* 1993, 231, n° 7.
7. « Les différentes ventes », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 1995/3.
8. « L'ordre public en droit du travail », *L'ordre public à la fin du XX^e siècle*, sous la direction de Th. REVET, Dalloz, coll. "Thèmes et commentaires", 1996
9. « Rupture des contrats de dépendance et rupture du contrat de travail », *Revue juridique d'Ile-de-France*, janv.-juin 1996, 195

10. « L'éthique des contrats d'affaires », in *III^e Colloque d'Ethique économique*, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1997.
11. « Les nouvelles règles de détermination du prix et les relations de dépendance », *La détermination du prix : nouveaux enjeux, un an après les arrêts de l'Assemblée plénière*, RTDCom 1997-1, & Dalloz, "Thèmes et commentaires", 1997.
12. « Les qualifications artisanales (Loi du 5 juillet 1996) au regard de la liberté du commerce et de l'industrie », *Dalloz Affaires*, 1998, n° 100, p. 51 s.
13. « L'inflation des avis en droit : rapport introductif », *L'inflation des avis en droit*, ouvrage collectif sous la direction de Th. REVET, Economica, "Etudes juridiques", Vol. 2 1998
14. « Un droit européen du travail ? » *Un droit privé pour l'Union européenne* sous la direction de P. de VAREILLES-SOMMIERES, Economica, "Etudes juridiques", Vol. 1, 1998
15. « La personne et l'argent », *Le droit et le système de l'argent*, Archives de philosophie du droit, T. 42, 1998 & *Mélanges en hommage à Christian MOULY*, Litec, 1998 ;
16. « La détermination unilatérale de l'objet dans le contrat », *L'unilatéralisme et le droit des obligations*, sous la direction de Ch. JAMIN et D. MAZEAUD, Economica, "Etudes juridiques", Vol. 9, 1999.
17. « La clause légale », *Mélanges Michel CABRILLAC*, Dalloz-Litec, 1999.
18. « Le droit du travail dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *La légitimité de la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de G. DRAGO, B. FRANCOIS et N. MOLFESSIS, Economica, "Etudes juridiques", Vol. 8, 1999.
19. « La dignité de la personne humaine en droit du travail », *La dignité de la personne humaine*, ouvrage collectif en co-direction avec M-L. Pavia, Economica, "Etudes juridiques", 1999.
20. « Le nouveau code de commerce et la codification », *Dr. et patrimoine*, juillet 2001.
21. « Droit de la copropriété et droit des biens », *Droit et ville*, mars 2002.
22. « Le contrat électronique », Rapport introductif, *Le contrat électronique*, Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées nationales, T. V, Toulouse - 2000, Editions Panthéon-Assas, 2002.
23. « Objectivation ou subjectivation du contrat : quelle valeur juridique ? », *Une nouvelle crise du contrat ?* sous la direction de Ch. JAMIN et D. MAZEAUD, éd. Dalloz, 2003.
24. « La prise d'effets du contrat », *RDC* 2004, 29 s.
25. « La recodification entre tentation et illusions », *Le code civil, 1804-2004, Livre du bicentenaire*, Dalloz-Litec 2004, 453 s.
26. « L'obligation de motiver une décision contractuelle unilatérale », *RDC* 2004, 579.
27. « Le code civil et le régime des biens : questions pour un bicentenaire », *Dr et patrimoine*, mars 2004.
28. « La Cour de cassation teste une nouvelle figure juridique : le propriétaire ... non propriétaire », *Dr. et patrimoine*, 2004, n° 128.
29. « Le code civil comme modèle », *Code civil et modèles*, Bibliothèque de l'Institut André Tunc, LGDJ, 2005.
30. « Les quotas d'émission de gaz à effet de serre (ou l'atmosphère à la corbeille ?) », *D.* 2005, 2632.
31. « La légisprudence », *Mélanges Philippe Malaurie*, Defrénois, 2005.

32. « Le droit civil hors du Code civil : présentation », *Petites Affiches*, 2005 n° 113, p. 3.
33. « Commentaire du nouvel article 1387-1 du Code civil », *Droit et patrimoine*, 2005/11, n° 142.
34. « Les nouveaux biens », *La propriété* (Association Henri Capitant, 2006).
35. « Le contrat-règles », *Mélanges Philippe le Tourneau*, Dalloz, 2007.
36. « Jean Carbonnier et la spiritualité », *Jean Carbonnier* (Association Henri Capitant, 2007).
37. « La propriété de la personnalité », *Gaz. Pal.*, 19 mai 2007.
38. « Principes généraux de répartition du passif selon le statut du couple », *Gaz. Pal.*, 11 décembre 2008, n° 346, P. 11
39. « L'incorporel en droit des biens », *RLDC*, nov. 2009 (n° spécial).
40. « Le déséquilibre du contrat » in *La réforme du droit français des contrats*, (éd. Université de Forgia (Italie), 2009).
41. « La personnalité morale (Rapport de synthèse) », *La personnalité morale*, (Association Capitant, Journées nationales 2007), Dalloz, « Thèmes et commentaires », 2010.
42. « La déontologie des professions du droit (Rapport de synthèse) », *La déontologie des professions du droit*, (Colloque 2009 des Instituts d'Etudes Judiciaires), Lamy, 2010.
43. « La liberté du travail », *Libertés et droits fondamentaux* (dir. R. Cabrillac, M-A. Frison-roche et Th. Revet), Dalloz, 15^e éd., 2010.
44. « Le patrimoine professionnel d'affectation (premières analyses de l'EIRL) », (Rapport introductif), *Droit et patrimoine*, avril 2010
45. « Les prérogatives contractuelles » (Rapport introductif), *RDC* 20011/1
46. « L'EIRL : la nouvelle donne pour l'entrepreneur » (Rapport introductif), *Droit & patrimoine*, avril 2011
47. « La gestion de l'entreprise indivise », *Le décès de l'entrepreneur*, LexisNexis 2012.
48. « Droit pénal et droit des biens », *Droit pénal et autres branches du droit*, Cujas, 2012.
49. « La structure du contrat entre unilatéralité et bilatéralité », *RDC* 2013/1
50. « Quelle place pour la *soft law* dans un pays de droit écrit ? », *Le rôle créateur de la pratique juridique*, *Gaz. Pal* 18 avr. 2013, n° 108
51. « Le Défi d'Antigone, Promenade parmi des figures du droit naturel (compte-rendu d'ouvrage) » *Gaz. Pal*, 20 juillet 2013 n° 201, P. 21.
52. « L'uniformisation de l'interprétation : contrats-types et contrats d'adhésion », *RDC* 2015/1.
53. « Le contrat et l'action de groupe : rapport introductif », *RDC* 2015/2, 393.
54. Le droit réel dit « de jouissance spéciale » et le temps (note sous Civ. III, 28 janvier 2015) *JCP* 2015, 252
55. « Le projet de réforme et les contrats structurellement déséquilibrés » *D.* 2015, 1217.
56. « L'indemnisation du distributeur à l'occasion de la rupture du contrat : quelle rationalité ? » (Colloque Cour de cassation 26 janvier 2015) *RDC* 2015/4.
57. « Le projet de réforme et les contrats structurellement déséquilibrés », in *La réforme du droit des contrats : du projet à l'ordonnance*, Dalloz (Thèmes et commentaires), 2016, 67 s.
58. « Une philosophie générale ? » (Colloque Revue des contrats : « La réforme du droit des contrats : quelles innovations ? », 16 février 2016), *RDC* (hors série), avril 2016.

59. « Le juge et la révision du contrat », *RDC*, juin 2016, 373 s.
60. « Le nouveau discours contractuel (Rapport de synthèse) », *RDC* septembre 2016, 627 s..
61. « Les critères du contrat d'adhésion », *D.* 2016, 1771 s.
62. « Patrimoines et religions » (rapport de synthèse), *Petites Affiches*, 2017 (n° spécial).
63. « La violence économique dans la jurisprudence » *La violence économique*, Dalloz (thèmes et commentaires), 2017.
64. « Le corps humain est-il une chose appropriée », *RTDCiv.* 2017, 587.
65. « L'incohérent cantonnement, par l'Assemblée nationale, du domaine du contrat d'adhésion aux contrats de masse », *D.* 2018, 124.
66. « L'achèvement de la réforme du droit commun des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, regard général », *RDC* 2018, hors-série, 4 s.
67. « Réflexions sur l'unilatéralisme dans le droit rénové des contrats », *Études à la mémoire de Philippe Neau-Leduc*, LGDJ, 2018, 887 s.
68. « A propos de l'article de Bernard Beignier « Pour un nouveau code civil » », *D.* 2019, 1011 s.
69. « La réception du contrat d'adhésion par la théorie générale du contrat », *RDC*, 2019, 106 s.
70. « Le contrat Janus ou la dualisation de la théorie du contrat », *Mélanges en l'honneur du professeur Laurent Aynès*, Lextenso, 2019, 422 s.
71. « L'usufruit ». Rapport de synthèse des XXII^e journées nationales de l'Association Henri Capitant organisées par la Faculté de droit de l'Université de Bordeaux le 19 octobre 2018. (Dalloz (« Thèmes et commentaires »), 2020).
72. « La vulnérabilité ». Rapport de synthèse du congrès international de l'Association Henri Capitant qui s'est tenu au Canada en mai 2018, *La vulnérabilité*, Bruylant et LB2V, 2020, 9 s.
73. « L'arbre de Shanghai et ce qu'il reste de la forêt », *Liber amicorum en l'honneur du professeur Didier Ferrier*, LexisNexis, Dalloz, 2021, 587 s.
74. « La désubjection du patrimoine, Loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante », *D.* 2022, 469 s.
75. « Le nouveau statut de l'entreprise individuelle Propos conclusifs », Actes du colloque organisé le 13 mai 2022 par le Centre de civil des affaires et du contentieux économique et le Master Droit du patrimoine de l'Université Paris Nanterre, <https://cedace.parisnanterre.fr/publications/reformes-du-droit-civil-et-vie-des-affaires>
76. « Le corps et le contrat », *Les métamorphoses du droit des personnes* (B. Teyssié dir.), LexisNexis 2023.
77. « Perspectives d'évolution de la déontologie (Propos introductifs) », *Déontologie et discipline des auxiliaires de justice, Quelles perspectives d'évolution ?* (Ch. Albigès, Eloi Clément et Laure Milano dir.), Actes de colloque VI^e journée Cambacérès, 20 mai 2022, Faculté de droit et de science politique de Montpellier (éd.), 2023, p. 53.

C. Articles non publiés

1. « Le discours sur le droit négocié », in *Le droit dérobé*, (colloque Faculté de droit de Montpellier, 10 et 11 avril 2003, organisation : Dominique Rousseau)

2. « Le contrat mou, aux frontières incertaines », *La contractualisation de la production normative* (colloque Faculté de droit de Lille, 11, 12 et 13 octobre 2008, organisation : Sandrine Chassagnard et David Hiez)
3. « La réforme du droit », Rapport de Synthèse, *La réforme du droit* (colloque Faculté de droit de Montpellier, 24 mai 2004, organisation : Olivier Sautel)
4. « L'efficacité économique en droit », Rapport de synthèse (colloque Reims, 15 mai 2008, direct. S. Bollée, Y-M Laithier et C. Pérès) (Economica, 2010).
5. « La déontologie des structures capitalistiques communes entre le chiffre et le droit », (colloque du Barreau de Paris, 28 septembre 2011).
6. « L'optimisation patrimoniale et fiscale et la déontologie » (colloque Master 2 de Droit et Fiscalité de l'Ingénierie Sociétaire et Patrimoniale de l'Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 28 mai 2013).
7. « L'avenir du droit des biens », Rapport de synthèse (colloque Lille, 7 mars 2014, direct. R. Boffa) (Lextenso, 2015).
8. « El poder de la voluntad en la ley de la propiedad » (« Le pouvoir de la volonté en droit des biens ») (Colloque Université Externado Bogota, 6 septembre 2017), communication en Espagnol.
9. « Une influence de la pensée juridique de Calvin sur la déontologie de la profession d'avocat ? », conférence prononcée devant l'Association des protestants du Palais (Paris) le 23 novembre 2017.
10. « La doctrine, quel rôle dans l'enseignement du droit ? », intervention dans le colloque « Former des juristes, Tradition, renouveau, défis », organisé par l'Université Panthéon-Assas, 12 octobre 2018 à l'occasion du 25^e anniversaire du concours présidé par Philippe Malaurie.

D. Préfaces

1. *La réglementation de droit privé* (de Philippe Neau-Leduc), Litec, bibliothèque de droit de l'entreprise 1998, Vol. 38.
2. *Le bien industriel* (de Samuel Becquet), LGDJ, bibliothèque de droit privé, T. 448, 2005.
3. *La copropriété intellectuelle : Contribution à l'étude de l'indivision et de la propriété intellectuelle* (d'Agnès Robin), PU Clermont-Ferrand - LGDJ, 2005.
4. *La durée de la prestation, Essai sur le temps dans l'obligation* (d'Anne Etienney), LGDJ 2008, bibliothèque de droit privé, T. 475, 2008.
5. *La propriété des droits* (de Julien Laurent), LGDJ, bibliothèque de droit privé, T. 537, 2012.
6. *Les choses saisies par la propriété* (de Sarah Vanuxem), bibliothèque de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, T. 35, 2012.
7. *Le contrat d'ouvrage* (d'Amandine Cayol), bibliothèque de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, T. 38, 2013.
8. *L'acquisition dérivée de la propriété : le transfert volontaire des biens* (de Philippe Chauviré), LGDJ, bibliothèque de droit privé, T. 547, 2013.

9. *La jouissance des titres sociaux d'autrui* (d'Antoine Tadros), Dalloz, nouvelle bibliothèque des thèses, T. 130, 2013.
10. *La cause dans la délégation* (d'Isabelle Sérandour), bibliothèque de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, T. 55, 2014.
11. *L'empire de la propriété. L'Impact environnemental de la norme. III. Exemples de droit colonial et analogies contemporaines* (sous la direction d'Eric de Mari et Dominique Taurisson-Mouret), Victoires Editions, 2016.
12. *Les sûretés mobilières sur les biens incorporels* (d'Aurore Ben Adiba), bibliothèque de l'institut de recherche juridique de la Sorbonne, 2017.
13. *L'entretien des personnes et des biens, Essai sur une catégorie juridique* (de Hugues MICHELIN-BRACHET), Dalloz, nouvelle bibliothèque des thèses, T. 187, 2019.
14. *L'acte juridique irrégulier efficace. Contribution à la théorie de l'acte juridique* (de Clément FRANÇOIS), LGDJ, bibliothèque de droit privé, 2020.
15. *La plus-value (Étude juridique)* (de Benoît CHAFFOIS), LGDJ, bibliothèque de droit privé, 2020.
16. *La jouissance des choses* (de Kévin MOYA), LGDJ, bibliothèque de droit privé, 2023

E. Chronique de législation à la Revue trimestrielle de droit civil (1996 à 2000).

1. Commentaire de la circulaire du 29 novembre 1995 relative au renforcement de la lutte contre le travail clandestin (RTDC 1996, 252).
2. Commentaire du décret n° 95-1110 du 17 octobre 1995 modifiant le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1993 organisant la profession d'avocat (RTDC 1996, 253).
3. Commentaire du décret n° 95-1119 du 19 octobre 1995 instituant une aide à la reprise des véhicules automobiles de plus de huit ans (RTDC 1996, 251).
4. Commentaire de la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de services aux particuliers, et du décret n° 96-269 du 29 mars 1996 pris pour l'application de l'article L. 129-2 du code du travail et relatif au chèque service (RTDC 1996, 492).
5. Commentaire du décret n° 96-141 du 21 février 1996 relatif au transport de corps vers un établissement de santé et modifiant le code des communes (RTDC 1996, 502)
6. Commentaire de la loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996 instituant les lois de financement de la sécurité sociale (RTDC 1996, 496).
7. Commentaire de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (RTDC 1996, 724).
8. Commentaire de la loi n° 96-590 du 2 juillet 1996 relative à la "Fondation du patrimoine"(RTDC 1996, 998).

9. Commentaire de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (RTDC 1996, 1005).
10. Commentaire de la loi n° 96-604 du 5 juillet 1996 relative à l'adoption (RTDC 1996, 999).
11. Commentaire du décret n° 96-702 du 7 août 1996 portant modification du décret n° 95-925 du 19 août 1995 modifié relatif au contrat initiative-emploi (RTDC 1996, 1014).
12. Commentaire de la loi n° 96-985 du 12 novembre 1996 relative à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, ainsi qu'au développement de la négociation collective (RTDC 1997, 236).
13. Commentaire du décret n° 96-1041 du 2 décembre 1996 relatif au constat de la mort préalable au prélèvement d'organes, de tissus et de celles à des fins thérapeutiques ou scientifiques et modifiant le code de la santé publique (RTDC 1997, 231).
14. Commentaire de la loi n° 96-1238 du 30 décembre 1996 relative au maintien des liens entre frères et soeurs (RTDC 1997, 229).
15. Commentaire du décret n° 94-44 du 21 janvier 1997 relatif à l'ordre national des masseurs-kinésithérapeutes (RTDC 1997, 535).
16. Commentaire de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal et du décret n° 97-213 du 11 mars 1997 relatif à la coordination de la lutte contre le travail illégal (RTDC 1997, 532).
17. Commentaire de la loi n° 97-283 du 27 mars 1997 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives du Conseil des Communautés européennes n° 93/83 du 27 septembre 1993 et 93/98 du 29 octobre 1993 (RTDC 1997, 526).
18. Commentaire du décret n° 97-375 du 17 avril 1997 modifiant l'article 39 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution (RTDC 1997, 776).
19. Commentaire du décret n° 97-532 du 23 mai 1997 portant définition de la superficie privative d'un lot de copropriété (RTDC 1997, 764).
20. Commentaire du décret n° 97-555 du 29 mai 1997 relatif au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (RTDC 1997, 766).
21. Commentaire du décret n° 97-704 du 30 mai 1997 relatif au registre national automatisé des refus de prélèvement sur une personne décédée, d'organes, de tissus et de cellules et modifiant le code de la santé publique (RTDC 1997, 769).
22. Commentaire de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes (RTDC 1998, 201).
23. Commentaire du décret n° 97-919 du 6 octobre 1997 portant modification du décret n° 89-158 du 9 mars 1989 portant application des articles 26 et 34 à 42 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 et relatif aux fonds communs de créances (RTDC 1998, 198).
24. Commentaire du décret n° 97-1253 du 29 décembre 1997 modifiant les dispositions de l'article D. 517-1 du code du travail fixant le taux de compétence en dernier ressort des conseils de prud'hommes (RTDC 1998, 205).
25. Commentaire de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité (RTDC 1998, 494).
26. Commentaire de la loi n° 98-381 du 14 mai 1998 permettant à l'enfant orphelin de participer au conseil de famille (RTDC 1998, 757).

27. Commentaire de la loi n° 98-388 du 14 mai 1998 portant diverses dispositions relatives à la formation professionnelle des avocats et de l'arrêté du 22 juin 1998 fixant la liste des diplômes universitaires en sciences juridiques ou politiques permettant d'être dispensé de tout ou partie de l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle des avocats (RTDC 1998, 770).
28. Commentaire de la loi n° 98-261 du 6 avril 1998 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière (RTDC 1998, 774).
29. Commentaire de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions (RTDC 1998, 989).
30. Commentaire du décret n° 98-890 du 7 octobre 1998 instituant une mission interministérielle de lutte contre les sectes (RTDC 1999, 227).
31. Commentaire de la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits (RTDC 1999, 220).
32. Commentaire de la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux (RTDC 1999, 479).
33. Commentaire de la loi n° 99-471 du 8 juin 1999 tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages (RTDC 1999, 714).
34. Commentaire de l'article 31 de la loi n° 99-515 du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité de la procédure pénale (RTDC 1999, 722).
35. Commentaire de l'Instruction générale relative à l'état civil du 11 mai 1999 (RTDC 1999, 900).
36. Commentaire de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité (RTDC 2000, 174).

F. *Chronique de droit des biens à la Revue trimestrielle de droit civil (de 2000 à 2012).*

1. Protection européenne de la propriété (CEDH 29 avril 1999), RTDC 2000, 360.
2. Meubles et immeubles (Com. 2 mars 1999), RTDCiv. 2000, 866.
3. Le droit de demander le partage est un droit fondamental (Cons. const., déc. 99-419 DC du 9 novembre 1999), RTDCiv. 2000, 870.
4. La consécration du fonds libéral (Civ. 1°, 7 novembre 2000), RTDCiv. 2001, 167.
5. Revendication du dépositaire contre le sous-dépositaire en faillite (Com., 14 novembre 2000), RTDCiv. 2001, 387.
6. Image des biens (Civ. 1°, 25 janvier 2000 et 2 mai 2001), RTDCiv. 2001, 618.
7. Le numéro de carte bancaire est un bien dont le détournement est pénalement sanctionné (Crim. 14 novembre 2000), RTDCiv. 2001, 914.
8. L'indivisaire créancier de l'indivision peut saisir un bien indivis (ou : la transformation de l'indivision en un sujet de droit) (Civ. 1°, 20 février 2001), RTDCiv. 2001, 916.

9. Preuve du droit de propriété (Civ. 1^o, 11 janvier 2000, et de Cass. civ. 1^o, 27 novembre 2001), RTDCiv. 2002, 121
10. Servitude de non-concurrence (Civ. 3^o, 4 juillet 2001), RTDCiv. 2002, 125
11. Revendication des choses fongibles (Cass. Com. 5 mars 2002), RTDCiv. 2002, 327
12. Empiètement et réparation en nature disproportionnée (Civ. 3^o, 20 mars 2002), RTDCiv. 2002, 333
13. Propriété du dessous (Civ. 3^o 12 juillet 2000 et Cons. Const. Décis. 2000-439 DC du 16 janvier 2001), RTDCiv. 2002, 539
14. Clause de tontine (Civ. 1^o, 8 janvier 2002), RTDCiv. 2003, 543
15. Constructions faites par le preneur (Civ. 3^o, 4 avril 2002), RTDCiv. 2003, 114
16. Usufruit d'universalité (Civ. 1^o, 3 décembre 2002), RTDCiv. 2003, 118
17. Action en revendication (Com, 26 novembre 2002), RTDCiv. 2003, 316
18. Possession *corpore alieno* (Civ. 3^o, 18 décembre 2002), RTDCiv. 2003, 319
19. Prescription acquisitive abrégée (Civ. 3^o, 30 avril 2003), RTDCiv. 2003, 523
20. Accession immobilière (Civ. 1^o, 17 décembre 2002), RTDCiv. 2003, 525
21. Le bail comportant une clause de résolution de plein droit n'est pas emphytéotique (Civ. 3^o, 14 novembre 2002), RTDCiv. 2003, 527
22. Notion de bien (Civ. 3^o, 1^o octobre 2003), RTDCiv. 2003, 730
23. Choses hors commerce : des choses contrefaites ne peuvent être vendues (Com. 24 sept. 2003), RTD Civ. 2004 p. 117.
24. Usufruit des droits sociaux (Com. 31 mars 2004), RTD Civ. 2004 p. 318.
25. Troubles du voisinage et protection européenne des biens (Civ. 2e, 23 oct. 2003), RTD Civ. 2004 p. 315.
26. Image des biens (Ass. plén. 7 mai 2004), RTD Civ. 2004 p. 528.
27. Servitude entre lots de copropriété et responsabilité du bailleur (Civ. 3e, 30 juin 2004), RTD Civ. 2004 p. 753.
28. Notion de bien : tout produit de l'activité intellectuelle constitue un bien (Crim. 22 sept. 2004), RTD Civ. 2005 p. 164.

29. L'appropriation, par son auteur, de l'habitation érigée sur une décharge publique, illustration de la corrélation européenne entre notion de bien et condition humaine (Cour EDH grande chambre, 30 nov. 2004), RTD Civ. 2005 p. 422.
30. Existe-t-il un droit à la « propriété commerciale » ? (Civ. 3e, 18 mai 2005), RTD Civ. 2005 p. 619.
31. Protection européenne des biens : une loi, déclarée applicable aux instances en cours, qui réduit les préjudices réparables en cas de faute médicale, constitue une privation injuste de la propriété des créances qui ont une base suffisante en droit interne et dont la constatation judiciaire était à l'œuvre au moment de son entrée en vigueur (censure partielle de la loi « anti-Perruche » par la Cour EDH) (Cour EDH 6 oct. 2005, (2 arrêts), RTD Civ. 2005 p. 798.
32. La cession d'un bien indivis par un seul indivisaire est opposable aux coindivisaires à concurrence de la quote-part de son auteur (Civ 1re, 5 avr. 2005), RTD Civ. 2005 p. 801.
33. L'usufruitier de terres agricoles peut être autorisé par le juge à conclure seul un bail commercial (Civ 3e, 2 févr. 2005), RTD Civ. 2005 p. 804.
34. Servitude du fait de l'homme : le non-respect des conditions d'exercice par le propriétaire du fonds dominant ne constitue pas une cause d'extinction (Cass. Civ 3e, 23 févr. 2005), RTD Civ. 2005 p. 806.
35. Fraude paulienne à la créance de donner (Com. 10 janv. 2006), RTD Civ. 2006 p. 343.
36. L'article 2279 du code civil n'est applicable qu'aux seuls meubles corporels individualisés (Com. 7 mars 2006), RTD Civ. 2006 p. 348.
37. Même non publiée, la clause de renonciation à l'accession immobilière est opposable au liquidateur judiciaire *en* qualité de représentant des créanciers (Civ. 3e, 29 mars 2006), RTD Civ. 2006 p. 351.
38. Nouvelle affirmation de la nature de droit réel du droit de rétention (Com. 3 mai 2006), RTD Civ. 2006 p. 584.
39. Droit de l'associé en industrie d'obtenir, lors du partage de l'actif social, l'attribution des biens issus de son travail (Civ. 1re, 30 mai 2006), RTD Civ. 2006 p. 589.
40. Les droits de propriété intellectuelle sont des droits de propriété (Cons. const. décis. 2006-540 DC, 27 juill. 2006), RTD Civ. 2006 p. 791.
41. Le viticulteur-coopérateur qui a confié son raisin à une coopérative peut le revendiquer nonobstant l'incorporation des moûts les uns aux autres, et le processus de vinification (Cass. Com. 11 juill. 2006), RTD Civ. 2006 p. 794.
42. Bénéfices et dividendes : « néo-fruits industriels » ? (Com. 28 nov. 2006), RTD Civ. 2007 p. 149.
43. L'usufruitier n'est pas associé (Civ. 3e, 29 nov. 2006), RTD Civ. 2007 p. 153

44. Une chambre mixte consacre l'analyse de la réversion d'usufruit en une donation à terme de biens présents (Cass. ch. mixte, 8 juin 2007), RTD Civ. 2007 p. 588.
45. Le droit de jouissance exclusif sur des parties communes ne peut constituer la partie privative d'un lot de copropriété (Civ. 3e, 6 juin 2007), RTD Civ. 2007 p. 591.
46. Les fruits et revenus produits durant l'indivision et l'effet déclaratif du partage (Civ. 1re, 10 mai 2007), RTD Civ. 2007 p. 592.
47. Le développement progressif de la commercialité de la clientèle civile (Cass. Civ. 1re, 16 janv. 2007), RTD Civ. 2008 p. 123.
48. La Cour de cassation réaffirme la validité des clauses d'inaliénabilité insérées dans les actes à titre onéreux (Cass. Civ. 1re, 31 oct. 2007), RTD Civ. 2008 p. 126.
49. Le dénouement de la propriété temporaire (Cass. Civ. 1re, 19 sept. 2007), RTD Civ. 2008 p. 322.
50. Les modalités d'acquisition du dividende (Cass. Com. 12 févr. 2008), RTD Civ. 2008 p. 325.
51. Le nom de domaine est un bien (CEDH 18 sept. 2007), RTD Civ. 2008 p. 503.
52. Un régime d'acquisition du droit de propriété par prescription de douze ans constitue une réglementation de l'usage des biens justifiée par un intérêt général et respectueuse de l'équilibre qui doit exister entre les exigences de cet intérêt et le droit au respect des biens (CEDH 30 août 2007), RTD Civ. 2008 p. 507.
53. Natures juridiques respectives de la nue-propriété et de l'usufruit (Com. 22 janv. 2008), RTD Civ. 2008 p. 512.
54. L'indivision est créancière de l'indemnité due par l'indivisaire gérant en réparation d'une faute de gestion (Civ. 1re, 15 mai 2008), RTD Civ. 2008 p. 515.
55. Une propriété exclusive inavouée : la partie commune d'une copropriété objet d'un droit de jouissance privatif prescrit par un copropriétaire (Civ. 3e, 24 oct. 2007), RTD Civ. 2008 p. 693.
56. La plus-value industrielle, Acte II : assimilation du travail à une « valeur empruntée » en matière de récompenses et créances assimilées (Civ. 1re, 12 déc. 2007), RTD Civ. 2008 p. 695.
57. Rebondissement dans la condition de l'usufruitier de parts sociales : il serait un associé et peut être doté d'un droit de vote universel dont la seule existence ne porte pas atteinte à la substance des parts (Com. 2 déc. 2008), RTD Civ. 2009 p. 137.
58. L'usufruitier qui omet de solliciter le nu-propriétaire lors de la conclusion d'un bail rural par suite annulé engage sa responsabilité envers le preneur même si celui-ci connaissait la qualité de simple usufruitier du bailleur (Civ. 3e, 16 avr. 2008), RTD Civ. 2009 p. 140.
59. Ne procède pas d'un partage la restitution aux associés de la fraction de l'actif qui en est extraite par réduction du capital social (Com. 23 sept. 2008), RTD Civ. 2009 p. 141.

60. Une dénaturation : la validation, comme servitude de surplomb, du débordement aérien d'un immeuble (Civ. 3e, 12 mars 2008), RTD Civ. 2009 p. 142.
61. La confirmation d'une jurisprudence contestable : le défaut de remise de la carte grise d'un véhicule est sanctionné en termes de vice d'équivoque de la prise de possession acquisitive (Civ. 1re, 30 oct. 2008), RTD Civ. 2009 p. 144.
62. L'image de la personne est un bien (Civ 1re, 11 déc. 2008, n° 07-19.494), RTD Civ. 2009 p. 342.
63. La nue-propriété, c'est la propriété (Civ 3e, 28 janv. 2009), RTD Civ. 2009 p. 346.
64. Le bénéfice n'étant pas un fruit des parts sociales, *quid* à l'égard de l'actif social ? (Com. 10 févr. 2009), RTD Civ. 2009 p. 348.
65. La cessibilité de la clientèle agricole (Civ 3e, 16 sept. 2009), RTD Civ. 2009 p. 748.
66. La singulière présentation, par la chambre commerciale, de la subrogation, en cas de procédure collective, de la créance du prix de sous-acquisition à la chose objet d'un droit de propriété réservé (Cass. Com. 16 juin 2009), RTD Civ. 2009 p. 751.
67. « Droit de propriété sur droit de propriété ne vaut » (Cons. const., décis. n° 2009-580 DC, 10 juin 2009), RTD Civ. 2009 p. 754.
68. La consécration de la liberté d'accéder aux services de communication au public en ligne, protection comme *res* de la position contractuelle permettant l'accès au réseau internet ? (Cons. const., décis. n° 2009-580 DC, 10 juin 2009, - décis. 2009-590 DC, 22 oct. 2009), RTD Civ. 2009 p. 756.
69. L'acquéreur d'un terrain dont le droit de chasse a été apporté par un précédent propriétaire à une association agréée ne lui succède pas dans sa qualité de membre de droit de l'association communale de chasse : contraint de subir sur son fonds l'activité cynégétique sans bénéficier du droit de l'exercer ni de la possibilité de mettre fin à la concession du droit de chasse, il n'est pas pour autant victime, selon la Cour de cassation, d'une atteinte disproportionnée à ses biens ... (Civ 3°, 9 décembre 2009), RTDCiv. 2010, 133.
70. En l'absence de tenue d'un registre de transfert des titres sociaux au moment d'une cession, le juge peut admettre la preuve de la propriété par la possession de bonne foi de ces titres par celui qui s'en prétend cessionnaire (Com°, 5 mai 2009), RTDCiv. 2010, 136.
71. Les meubles d'exploitation écartelés entre composants du fonds de commerce et immeubles par destination (Com. 31 mars 2009), RTDCiv. 2010, 139.
72. Le droit de divulgation et la propriété de l'œuvre (Civ. 1re, 25 mars 2010), RTD Civ. 2010 p. 348.
73. Le nu-propriétaire qui hérite de l'usufruitier n'est pas pour autant privé, après la reconstitution de la pleine propriété, de la possibilité d'invoquer la nullité du bail rural ou commercial que l'usufruitier avait consenti sans avoir requis l'autorisation du nu-propriétaire (Civ. 3e, 9 déc. 2009), RTD Civ. 2010 p. 350.

74. La chambre criminelle déduit de ce qu'en vertu de l'article 16-1 du code civil les prélèvements effectués sur le corps humain à des fins de recherches médico-légales ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial, qu'ils ne sont pas des objets susceptibles de restitution à la fin de la procédure (Crim. 3 févr. 2010), RTD Civ. 2010 p. 354.
75. Il n'incombe pas à l'indivisaire occupant seul un immeuble indivis sans l'accord des autres copropriétaires de saisir le président du TGI aux fins de lui demander de régler l'exercice du droit de jouissance entre indivisaires, sous peine d'être déclaré sans titre d'occupation (Civ. 1re, 25 nov. 2009), RTD Civ. 2010 p. 356.
76. La consécration de la propriété des créances par le Conseil constitutionnel (Cons. const., décis. n° 2010-607 DC du 10 juin 2010), RTD Civ. 2010 p. 584.
77. La démolition de la construction édifiée par un seul indivisaire sans l'accord des autres n'est pas subordonnée aux résultats du partage (Civ. 1re, 12 mai 2010), RTD Civ. 2010 p. 587
78. Opposabilité au propriétaire, à l'expiration du bail emphytéotique, du bail d'habitation conclu par l'emphytéote (Civ. 3e, 2 juin 2010), RTD Civ. 2010 p. 589.
79. L'accord du propriétaire du sol donné à l'édification d'une construction par un occupant ne fait pas de l'intéressé un constructeur de bonne foi au sens de l'article 555 du code civil : mais fait-il seulement de lui un possesseur ? (Civ. 3e, 15 juin 2010), RTD Civ. 2010 p. 590.
80. La « cession » forcée de mitoyenneté est déclarée conforme à la Constitution (Cons. const., 12 nov. 2010, n° 2010-60 QPC), RTD Civ. 2011 p. 144.
81. Au regard des conditions de recevabilité de la tierce-opposition, la communauté d'intérêts qui existe entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ne suffit pas à faire du second le représentant nécessaire du premier dans un litige l'opposant à un tiers à propos de la chose grevée (Civ. 2e, 2 déc. 2010), RTD Civ. 2011 p. 146.
82. Le mandataire commun des indivisaires de parts sociales ne peut pas être désigné à la majorité des deux tiers des quotes-parts (Civ. 1re, 15 déc. 2010), RTD Civ. 2011 p. 148.
83. L'engagement contractuel par lequel l'Etat reconnaît à un propriétaire la faculté de construire certains types de bâtiments confère à l'intéressé un « droit de construire » constitutif d'un bien au sens de l'article 1er du premier protocole additionnel à la Convention EDH (CEDH, 18 nov. 2010), RTD Civ. 2011 p. 150.
84. Un revirement fâcheux : l'abandon de la condition d'ignorance, par le second contractant ayant procédé le premier aux formalités de publicité foncière, de l'existence d'un premier contrat translatif (Civ. 3e, 12 janv. 2011), RTD Civ. 2011 p. 369.
85. La persistance de la règle d'opposabilité d'une servitude non publiée à l'acquéreur d'un fonds qui en a connaissance (Civ. 3e, 8 mars 2011), RTD Civ. 2011 p. 373.
86. N'est ni nouvelle ni sérieuse la question de savoir si la prescription acquisitive porte atteinte aux droits et libertés garantis par les articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (non renvoi au Conseil constitutionnel) (Civ. 3e, 17 juin 2011), RTD Civ. 2011 p. 562.

87. La cession judiciaire forcée de biens à titre d'exécution en capital de la prestation compensatoire est conforme à la Constitution à condition d'être subsidiaire à la modalité d'exécution de cette dette au moyen d'un versement de somme d'argent éventuellement garanti par des sûretés (Cons. const., 13 juill. 2011), RTD Civ. 2011 p. 565.
88. Domaine de l'obligation, pour l'usufruitier, de remployer les fonds obtenus en contrepartie de valeurs mobilières réunies en un portefeuille (Civ. 1re, 16 juin 2011), RTD Civ. 2011 p. 568.
89. Conséquences de la violation, par l'usufruitier, de l'obligation de remployer les fonds obtenus en contrepartie de valeurs mobilières réunies en un portefeuille (Civ. 1re, 16 juin 2011), RTD Civ. 2011 p. 570.
90. Forme et matière dans l'œuvre artistique (Civ. 1°, 1° décembre 2011), RTDCiv 2012, 131.
91. S'agissant des parties communes, le copropriétaire plaide impérativement par procureur (Civ. 3°, 11 janvier 2012), RTDCiv 2012, 135.
92. L'exécution du contrat translatif (Com. 24 mai 2011), RTDCiv. 2012, 137.
93. La qualité d'auteur d'une œuvre de l'esprit (Civ. 1°, 22 mars 2011), RTDCiv. 2012, 338.
94. Selon le Conseil constitutionnel, ne constitue pas une privation de propriété la vente forcée des valeurs mobilières émises avant le 3 novembre 1984 qui n'ont pas été inscrites en compte au 3 mai 1988 malgré l'obligation contraire faite à leurs détenteurs (Cons. const. 27 janv. 2012), RTDCiv. 2012, 340.
95. Selon le Conseil constitutionnel, l'extinction forcée d'une servitude conventionnelle, consécutive à son défaut d'inscription au livre foncier, n'est pas une privation de propriété (ou : la négation de la qualité de bien du droit réel de servitude) (Cons. const. 10 nov. 2011), RTDCiv. 2012, 342.
96. Le cahier des charges d'un lotissement peut priver un copropriétaire du droit d'imposer l'élagage des branches qui empiètent sur son terrain (Civ. 3° 13 juin 2012), RTDCiv 2012, 549.
97. En cas d'acquisition du terrain loué par le preneur, en cours de bail à construction, l'extinction du bail par confusion exclut tout transfert de la propriété des constructions du vendeur à l'acheteur (Com. 12 juin 2012), RTDCiv. 2012, 551.
98. Un nouveau cas de propriété divisée (Civ. 3°, 23 mai 2012), RTDCiv 2012, 553.
99. Le sort de l'usufruit en cas d'apport conjoint de la nue-propriété et de l'usufruit (Civ. 3°, 5 sept. 2012), RTDCiv 2012, 745.
100. Même lorsqu'il est judiciairement désigné, le nécessaire représentant unique des coindivisaires d'actions peut être l'un d'eux (Com. 10 juill. 2012), RTDCiv. 2012, 748.
101. Jusqu'à la cessation de l'usufruit, l'usufruitier est propriétaire des constructions qu'il édifie (Civ. 3°, 19 sept. 2012), RTDCiv 2012, 751

G Chronique de sources du droit des contrats à la Revue de droit des contrats (de 2003 à 2012).

1. Droit constitutionnel du contrat, RDC 2003, 9.
2. Droit législatif, droit réglementaire et droit néo-corporatif du contrat, RDC 2004, 607.
3. Droit réglementaire et droit prétorien du contrat, RDC 2005, p. 251.
4. Le contrat et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH, 14 février 2006, *Le Carpentier et autre c/ France*, req. n° 67847/01), RDC, 2006, 289 ;

4. Direction de thèse

A. Thèses soutenues

1. BAYER Elodie, *Les choses humaines* (2003)
2. BECQUET Samuel, *La spécification, Essai sur le bien industriel* (2002)
3. BEN ADIBA Aurore, *Les sûretés mobilières sur les biens incorporels* (2012)
4. CAYOL Amandine, *Le contrat d'ouvrage* (2009)
5. CHAFFOIS Benoît, *La plus-value (Etude juridique)* (2018)
6. CHAUVIREY Philippe, *Le transfert de propriété* (2009)
7. ETIENNEY Anne, *La durée de la prestation, Essai sur le temps dans l'obligation* (2005)
8. FRANCOIS Clément, *L'acte juridique irrégulier efficace, Contribution à la théorie de l'acte juridique* (2017)
9. ICKOWICZ Judith, *La dématérialisation de l'œuvre d'art* (2009)
10. IZAC Laurent, *L'autorité du contrat, Essai sur l'ordre juridique subjectif* (2006)
11. JAAFAR Fatima-Azahra, *Nature et artifice à l'épreuve du droit* (2019)
12. KENFACK Pierre-Etienne, *La contribution du droit du travail au statut de la personne humaine* (2003)
13. KUHN Céline, *Le patrimoine fiduciaire* (2003)
14. LAURENT Julien, *La propriété des droits* (2009)
15. MAYET Frédéric, *Du travail à l'activité* (2008)
16. MERCIER Matthieu, *La rétroactivité* (2003)
17. MEVOUNGOU Romy, *Nullité et volonté individuelle* (2020)
18. MICHELIN-BRACHET Hugues, *L'entretien des personnes et des biens, Essai sur une catégorie juridique* (2017)
19. MOYA Kévin, *La jouissance des choses* (2021)

20. ROMAN Brigitte, *Essai sur l'insaisissabilité* (2008)
21. SCHMITT Bernard, *Le droit du bilan de compétences professionnelles et personnelles* (1996)
22. SERANDOUR Isabelle, *La cause dans la délégation* (2012)
23. TADROS Antoine, *La jouissance des titres sociaux d'autrui* (2011)
24. VANUXEM Sarah, *Les choses saisies par la propriété* (2009)
25. TAIBI Achour, en co-direction avec Laurent VIDAL, *Le pouvoir répressif des autorités administratives indépendantes de régulation économique. Etude comparative entre le droit algérien et le droit français* (2015).

B. Thèses en cours

1. BOERIO Charles, *La dette*
2. GUINOT Estelle, *La loi contractuelle*
3. MONNERET Victor, *Le droit à l'épreuve de la blockchain*
4. NACHIM Antoine, *L'intérêt du contractant*
5. ROS Y BLASCO Maya, *Droit des biens et biens communs*
6. TEUIRA Mihia, *La coutume foncière en Polynésie française face au droit étatique : la nécessité d'une protection juridique statutaire spécifique*
7. YOT-AGERON Salomé, *La position contractuelle.*